

« Choose France », ambitions affichées et réalité !

Le président Macron a lancé l'initiative « choose France » en 2018. Le but est d'attirer les investisseurs étrangers lors de sommet où les représentants de l'Etat démontrent les avantages de placer leurs capitaux dans le pays, avantages en termes d'infrastructures, de fiscalités et aussi de qualifications des salariés disponibles sur le territoire. L'objectif poursuivi serait la réindustrialisation du pays et à cet égard, il est singulier qu'au moment de la réunion de cette année, Stellandis annonce sa décision non pas de construire des automobiles électriques mais de commercialiser des modèles chinois en Europe. La CGT a édité une cartographie de sites menacés de fermeture en France, la plupart industriels, qui concerne 60.000 travailleurs. Clairement, il y a loin entre les ambitions affichées et la réalité. Et quelques chiffres finiront par nous en convaincre.

Les Investissements directs à l'étranger (IDE) sont des données très suivies par les statisticiens-économistes : il s'agit – comme son nom l'indique – des investissements des non-résidents soit par des prises de participation dans des sociétés locales ou leur achat pur et simple ou de la construction d'un nouveau site de production de biens ou services.

Ainsi, en 2023 selon les estimations de l'OCDE, la France aurait accueilli en termes d'IDE environ 30 milliards de dollars américains (Md\$). Dans le même temps, les entreprises françaises auraient investi à l'étranger 75 Md\$. En termes de stock d'investissement à l'étranger, les entreprises étrangères détiennent pour environ 900 Md\$, à comparer aux 1.500 Md\$ détenues par les entreprises françaises à l'étranger qui rapportent 133 Md\$ (estimation 2023).

Ces quelques chiffres démontrent que le capitalisme français prend toute sa place dans la mondialisation et en contre coup, les initiatives du gouvernement français paraissent décalées par rapport à cette simple réalité : le capital français s'exporte. L'investissement total en France est d'environ 400 milliards d'euro (hors immobilier – 200 milliards – données 2021). Ainsi, les IDE ne sont pas négligeables par rapport à l'effort d'investissement national.

Aussi une question politique se pose : pourquoi le gouvernement français, au lieu de mettre en place des dispositifs pour séduire les capitalistes étrangers, ne fait-il pas pression avec les moyens de l'Etat pour conduire le capital français à investir en France ?

La réponse nous semble claire : le capital décide des règles et la méthode la plus efficace d'accumulation et de réalisation de profits sans se soucier des frontières.